



ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

Lettre aux ami·es et camarades de la gauche et de l'écologie

Nous faisons une proposition aux organisations politiques de la NUPES (EELV, Génération.s, LFI, PCF, PS) et à celles que nous côtoyons dans des activités communes (Alternative communiste, GDS, GES, Génération écologie, ND, NPA, PEPS, Place Publique, Rejoignons-nous, UCL).

Nous proposons de réaliser un « évènement politique » commun avant juin 2024, face à la menace d'extrême-droite et pour l'Europe que nous voulons.

Toutes et tous, nous avons en effet la responsabilité de comprendre ce qui nous arrive. Il serait souhaitable que les associations, collectifs, syndicats, porteurs de projets pour toute la société, soient également associés à ce débat.

Le sentiment s'installe d'une désagrégation de ce qui nous est commun. Le spectacle des droites en concurrence réactionnaire est révoltant. Un tourbillon les aspire vers « l'ordre » néofasciste ou d'extrême-droite (le qualificatif fait partie du débat), qui domine tranquillement la scène politique.

Nous sommes à quelques mois d'élections européennes trop souvent ignorées dans le pays. Or un travail de démolition institutionnel est en cours. Non pas pour aller vers une société et une Constitution plus riches d'humanité, plus démocratique mais pour un retour en arrière vers l'archaïsme. Ce n'est pas le Rassemblement national qui a voulu, à lui tout seul, imposer la « *préférence nationale* » (qu'il veut constitutionnaliser). Avec la loi immigration Macron-LR-RN, en partie atténuée par le Conseil Constitutionnel, c'est en effet le socle de la République historique qui est attaqué : liberté, égalité, solidarité, ouverture au monde. Avec le RN au pouvoir, nous ne serions plus dans la même société. Avec ses clones dans d'autres pays, l'Europe non plus ne serait plus la même.

Et les forfaitures continuent !

- Avec, par exemple, le traitement néocolonial de l'île de Mayotte où Macron veut imposer un autre droit de la nationalité que celui de la métropole.
- Avec la loi Travail dite N°2 qu'il faudrait plutôt appeler une loi contre les travailleurs et travailleuses et contre les plus pauvres, brutalisés depuis 2017.
- Avec l'accompagnement populiste du refus des « *normes* » écologiques, refus qui devient « la norme » européenne, poussée par les droites extrémisées du continent.

Que faire ?

Contre le RN et les droites, il faut une alternative de gauche et écologique !

Toutes et tous, nous avons salué la Nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES). Le projet d'une gauche de gauche s'esquissait. Mais la grande querelle a repris le dessus. Qui a commencé ? On ne sait plus. Discutons surtout sur comment remonter la pente.

Notre conviction, c'est qu'on ne peut bâtir un rassemblement durable, seulement par des accords au sommet et une action limitée à quelques meetings. Même un sérieux travail parlementaire ne suffit pas.

Nous avons besoin d'une fondation politique pour une maison commune accueillante, des fenêtres qui donnent de l'air, et un jardin ouvert sur la société en mouvement. Cela prendra du temps. Il faut ensemençer une *culture unitaire* commune. Nous avons besoin pour cela d'un *Espace public*, ou d'une *Agora* et des *Assemblées*, partout où les problèmes sont partagés, dans un esprit de consensus et de respect du pluralisme.

Si nous visons une autre République – sociale, écologique, féministe, démocratique, à vocation universelle – alors il faut encourager la mise en commun du « politique ». Pendant un moment de la Révolution française, les lois étaient discutées par le peuple avant leur vote définitif. Aujourd'hui encore, nous avons besoin d'institutions démocratiques, populaires et autogérées, pour élaborer des droits nouveaux, susciter un désir politique. Même modestement au départ.

Car il y a du travail ! Nos concitoyen-nes ne sont pas aveugles et n'ont pas la mémoire courte. Les jeunes sont disponibles pour inventer du neuf. On l'a vu dans les mobilisations récentes, notamment écologiques, ou avec les jeunes de la NUPES qui militaient ardemment pour une liste commune aux élections européennes. Quant aux plus âgés, ils et elles ont vécu plusieurs expériences de gauche au pouvoir, qui les a beaucoup interloqués puis dégoûtés (Hollande : « *Mon ennemi, c'est la finance* » !), au point de les détourner du vote et de tout engagement. Sauf peut-être à l'échelle communale, où on contrôle mieux les choses.

Mais l'abstention politique redoutée n'efface ni la pénétration des idées, ni la réflexion. La bataille idéologique fait rage autour des frontières de la souveraineté des peuples. Or, nous perdons du terrain sur cet imaginaire d'un autre monde possible.

L'Europe, parlons-en !

Nous avons critiqué fortement l'institution *Union européenne* et son corpus néolibéral et antidémocratique, deux logiques jumelles. Nous n'avons pas oublié le sort fait à la Grèce en 2015 !

En Europe même, les industries ont été délocalisées, les droits nivelés vers le bas, le travail est plus que jamais une marchandise, les salarié-es subissent la mondialisation de la précarité et de l'insécurité. L'Europe des traités constitutionnalise la concurrence et démantèle les services publics. Les crises mondiales déplacent les populations migrantes. Nos concitoyen-nes ne sont pas racistes, mais le doute s'installe. Personne ne leur répond avec enthousiasme que notre humanité est commune !

L'Europe est aujourd'hui menacée par des Brexit à bas bruits. Or l'expérience de Grande-Bretagne montre « qu'on ne sort pas à gauche » de l'Union européenne. Le repli national, tentant pour certains, peut vite devenir nationaliste. De plus, les grands États ou empires (États-Unis, Chine, Russie) menacent la paix mondiale. La guerre est déjà là, l'Ukraine a été envahie. Nous sommes aux côtés des Ukrainien·nes, y compris dans le soutien à leur juste résistance armée.

En lien avec les autres forces démocratiques, organisations syndicales et écologistes, mettons à l'ordre du jour des droits sociaux communs, la progression des droits des femmes, un contrôle sur les entreprises et leurs productions. Les impératifs écologiques obligent à repenser l'échelle des territoires, des industries en circuits courts, une agroécologie respectant les espèces vivantes, à conjuguer action locale, pensée européenne et mondiale. En matière d'écologie, de droit des salariés, de services publics, de paix, l'Europe doit devenir une partie de la solution et non un problème pour l'ensemble des peuples qui la composent. Comment s'en sortir ? Il faut rebâtir une culture européenne de l'ouverture, et non un repli dans « nos frontières ». Le doute fait le succès des forces illibérales ou de traditions fascisantes : Hongrie, Italie, Suède, Slovaquie, Allemagne... Et France !

En Allemagne, la mémoire historique produit un réveil populaire avec des centaines de milliers de personnes qui tiennent la rue jusque dans les petites villes, contre des résurgences nazies à peine dissimulées.

Notre proposition : un Printemps pour l'alternative

Nous ne pouvons laisser se dérouler le calendrier des élections européennes sans réaction collective face à une situation préoccupante.

L'initiative pourrait prendre la forme d'un **événement public** avec deux temps forts : l'un sur la menace du RN, et l'autre sur les propositions pour une Europe qui donne envie (sans interférer avec les projets de listes en cours).

Cette proposition s'adresse à toute la gauche et l'écologie politique, et aux personnalités intéressées. Des échanges avec des acteurs et actrices des mouvements sociaux et syndicaux seraient enrichissants. De même que des éclairages intellectuels en histoire, sociologie, géopolitique. Et peut-être un moment culturel.

Nous sommes ouverts à toutes vos suggestions.

Avec nos salutations militantes et fraternelles.

Bagnolet le 27 février 2024